

Crise au Burundi : L'Envoyé spécial de l'ONU jette l'éponge

ONU Info, 30 octobre 2019 La situation au Burundi demeure tendue, selon Michel Kafando qui quitte son poste d'envoyé spécial de l'ONU. L'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Burundi, Michel Kafando, a déclaré que la situation demeure tendue dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité sur la situation au Burundi au cours du dernier trimestre, Michel Kafando a fait part d'une montée de l'intolérance politique et des atteintes aux libertés civiles et politiques dans le pays. « Le gouvernement a heureusement réagi, en mettant en place un cadre de dialogue politique, regroupant les partis politiques, les administrateurs locaux, et les représentants des forces de sécurité », a dit l'Envoyé spécial, qui a ajouté que cette initiative mérite d'être encouragée et soutenue. Concernant le processus électoral dont la gestion ressort de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), « il faut espérer qu'il sera transparent », a dit Kafando, rappelant que des élections mal organisées et contestées, on le sait, sont toujours sources de conflit. Alors que la situation socio-économique au Burundi continue de se détériorer, la situation sécuritaire, « il faut bien l'admettre », s'est améliorée sur toute l'étendue du territoire, « même si, ici et là, des abus et autres violations de l'homme continuent à être rapportés », a dit l'envoyé onusien. « En tout état de cause, il convient d'encourager le gouvernement dans les obligations qui sont les siennes de garantir la sécurité de tous ses citoyens et de mettre fin à l'impunité », a-t-il ajouté. Si la situation humanitaire au Burundi demeure préoccupante, M. Kafando estime toutefois qu'il faut saluer le retour volontaire de milliers de réfugiés au pays, « tout en veillant à ce que leur insertion et réintégration se fassent dans la dignité ». Mardi, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avait réitéré son appel pour que les retours de réfugiés de Tanzanie vers le Burundi restent volontaires et ne soient pas forcés. Le dialogue inter-burundais n'a toujours pas eu lieu. Quatre ans après son lancement, le dialogue inter-burundais initié sous les auspices de la Communauté d'Afrique de l'Est, n'a toujours pas eu lieu. Selon M. Kafando, l'explication résout le doute dans l'absence de volonté politique « des uns et des autres » et aussi, « pourquoi ne pas le souligner comme une faute d'engagement ferme des Etats de la sous-région. Ce dialogue aurait cependant permis que le nouveau Burundi en perspective, soit l'affaire de tous, pour éviter ainsi les remises en cause et les éternels recommencements, ce que l'on a vu par le passé », a dit l'Envoyé spécial. Le 1er février 2019, à Arusha, le 20e sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est avait pourtant décidé que le médiateur entreprendrait davantage de consultations pour l'organisation et l'aboutissement du dialogue inter-burundais. « Hélas ! les choses n'ont malheureusement pas bougé », a dit Kafando. Fin de mission pour Michel Kafando L'ancien Président par intérim du Burkina Faso a confirmé aux membres du Conseil de sécurité la fin de sa mission comme Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Burundi. « Même si nous n'avons pas gagné la bataille du dialogue au Burundi, le rôle des Nations Unies est loin d'être négligeable », a-t-il souligné. En deux ans et demi de mission, Michel Kafando a été reçu qu'une seule fois par le Président burundais, Pierre Nkurunziza. Celui-ci avait annoncé sa nomination le 27 juin 2017 comme Envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi. « Les espoirs nés de cette première rencontre avec le chef de l'Etat du Burundi, notamment sur les questions liées au dialogue et à la coopération avec l'ONU, dont la signature du SOMA (accord sur le statut de la mission), n'ont malheureusement pas encore abouti », a-t-il déploré.